

# Analyse des contraintes et conditions d'émergence d'un mouvement des plus précaires : le cas du mouvement de défense des sans-abri au Japon

par David-Antoine MALINAS\*

Les récents changements qui touchent la société japonaise permettent de souligner l'importance de la thématique de la pauvreté (*hinkon*) et de l'exclusion (*haijyô*) alors même que ces deux mots étaient encore inutilisés il y a quelques années. Une véritable révolution politique vient ainsi d'avoir lieu avec la victoire historique du Parti Démocrate aux dernières élections législatives, parti dont la principale thématique de campagne était la lutte contre la précarité économique et sociale. De même, le taux de pauvreté qui touche plus de 15 % de la population a été reconnu officiellement par le Japon, qui est désormais l'un des pays les plus touchés par les inégalités, précédé seulement au sein des économies avancées par les États-Unis.

Dans ce contexte, l'action collective en faveur des plus pauvres reçoit une attention soutenue de la part des médias nationaux et internationaux. Leurs commentaires souffrent le plus souvent de deux biais majeurs. D'une part, les pauvres qui se mobilisent semblent le faire de la manière la plus spontanée, transformant de manière immédiate leurs frustrations en action collective organisée. D'autre part, lorsque le rôle de soutiens extérieurs est noté, leur présence est « naturalisée » par le recours à des biographies téléologiques, c'est-à-dire que ces militants semblent toujours s'être mobilisés pour aider les personnes les plus défavorisées. Alors qu'en France les mouvements en faveur des différentes populations marginales ou économiquement défavorisées ont fait l'objet d'études approfondies s'intéressant notamment à leur genèse<sup>1</sup>, au Japon il existe très peu de travaux sur l'action collective des plus pauvres, comme d'ailleurs sur l'action collective protestataire en général. Bien que le mouvement social en faveur des plus précaires ait plus de quinze années d'existence, il reste donc difficile de dépasser le cadre de l'information immédiate.

Le but de cet article est de replacer le mouvement en faveur des plus pauvres dans une perspective plus large en s'interrogeant sur les conditions de l'engagement, non seulement des plus pauvres mais également en faveur des plus pauvres. Avec cet objectif, nous nous centrons ici sur la résistance récente des sans-abri dans un quartier de Tokyo : Shinjuku contre la politique répressive de la Mairie de Tokyo, qui a son siège dans ce quartier. La mobilisation des sans-abri de la gare de Shinjuku a été l'un des phénomènes marquants des années 1990, par sa durée – près de quatre années de luttes entre 1994 et 1998 –, par son ampleur – une mobilisation massive de sans-abri et un très fort écho médiatique – et enfin, et peut-être surtout, par ses résultats : l'arrêt total de la politique d'éviction de la Mairie de Tokyo et la mise en

---

\* Professeur assistant de sociologie à l'Université du Tohoku; chercheur associé à la Maison Franco-Japonaise (Tokyo) et à l'Institut d'Asie Orientale (Lyon).

1. Les références de ces nombreuses études seront données au fil de l'article.

œuvre d'une politique de réinsertion, première du genre<sup>2</sup>. Mais ce mouvement est aussi retenu ici parce qu'il apparaît comme le premier en faveur des plus précaires et a donné naissance à une organisation spécifique, la Shinjuku Renraku Kai (SRK), qui, encore aujourd'hui, est, directement ou à travers ses différents membres, au cœur du mouvement anti-pauvreté. La dimension fondatrice de cet objet d'étude permet de rendre compte de la manière la plus claire des conditions et des entraves qui pèsent sur l'émergence d'un tel mouvement.

La méthode de cette recherche doit être explicitée. J'ai réalisé une observation participante pendant plus de cinq années, de 2002 à 2007, comme volontaire au sein de la Shinjuku Renraku Kai, dont je continue encore aujourd'hui à suivre les activités. J'ai ainsi pu collecter une centaine de récits de vie de sans-abri à la rue. En raison de l'âge élevé des personnes à la rue – la moyenne d'âge est supérieure à 50 ans, et plus des deux tiers des sans-abri ont plus de 55 ans –, de la faible espérance de vie dans ces conditions quotidiennes et aussi de la mobilité de cette population, il était difficile de retrouver les sans-abri qui étaient à la rue au début des années 1990. Malgré ces contraintes, une dizaine de personnes qui s'étaient mobilisées ont pu faire l'objet d'un entretien. La participation aux activités de la SRK m'a également permis de réaliser une série d'entretiens avec une dizaine de soutiens extérieurs de la première heure, qui m'ont orienté vers d'autres militants, désormais éloignés de la cause. Pour ces derniers, la question de la démobilitation était une problématique propre mais nous nous sommes efforcés de retracer ici les conditions de leur engagement auprès des sans-abri. Certains militants ayant également écrit des ouvrages retraçant leur engagement, nous avons utilisé cette littérature et plus généralement consulté les publications et enquêtes majeures qui traitaient du phénomène sans-abri au Japon mais aussi, afin d'assurer une approche comparée, en France et aux États-Unis.

Deux points apparaissent alors essentiels pour comprendre l'émergence de ce mouvement sans-abri. D'abord, des contraintes pèsent sur une mobilisation autonome, c'est-à-dire qui reposerait uniquement sur l'engagement des sans-abri (ce sera notre première partie). Dans une configuration classique lorsqu'on s'intéresse aux mouvements de pauvres ou de discriminés<sup>3</sup>, on constate que ce n'est qu'avec l'arrivée de soutiens extérieurs<sup>4</sup>, au début de l'année 1994, qu'émerge effectivement un mouvement de contestation d'une politique d'éviction initiée au début des années 1980. Néanmoins la particularité de ces acteurs est de n'avoir aucune expérience sur la question sans-abri. En effet, il s'agit de membres de deux organisations : la Sôgidan et l'Inoken, qui venaient en aide respectivement aux travailleurs journaliers et aux travailleurs immigrés. Se pose alors la question des tenants de leur conversion durable vers une nouvelle cause (nous l'étudions dans la deuxième partie).

2. Il s'agit du système des centres de soutien à l'autonomie (*jiritsu shi-en sentâ*), composés de deux types de centres d'hébergements, les premiers d'urgence et les seconds de réinsertion.

3. Voir notamment en anglais C. JENKINS et C. PERROW, « Insurgency of the Powerless: Farm Worker Movement (1946-1972) », *American Sociological Review*, vol. 42, n° 2, 1977, p. 249-268 ; M. LIPSKY, *Protest in city politics. Rent strikes, housing and the power of the poor*, Chicago, Rand McNally & Company, 1970 et en français L. MATHIEU, *Mobilisations de prostituées*, Paris, Belin, 2001 ; J. SIMÉANT, *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998 ; C. PÉCHU, *Droit au logement, genèse et sociologie d'une mobilisation*, Paris, Dalloz, 2006.

4. Les soutiens extérieurs sont des personnes – militants – qui ne profitent pas directement des résultats de l'action collective mais favorisent son apparition en apportant les ressources et les savoirs faire nécessaires.

## Les obstacles à une mobilisation autonome

Nous entendons par « mobilisation autonome » la capacité d'une population à se mobiliser par ses propres moyens afin d'assurer la défense de ses intérêts. Une mobilisation autonome typique serait ainsi la mobilisation d'ouvriers au sein d'une usine pour revendiquer, par exemple, une hausse de salaire. En 1994, lorsque les sans-abri de Shinjuku font l'objet d'une première éviction générale, ils ne protestent pas collectivement. Néanmoins, le jour de l'éviction, certaines voix se font entendre. Ainsi, un sans-abri se souvient :

Il y avait quelqu'un qui vivait à Waseda<sup>5</sup> : Jimi san. C'est la personne qui a le plus résisté. C'est un Japonais et il était dans le souterrain<sup>6</sup> depuis un moment. Il a fait face aux policiers et c'est celui qui voulait le plus en découdre. Mais finalement l'éviction s'est déroulée comme prévu, et toutes nos affaires nous ont été confisquées<sup>7</sup>.

D'autres expriment leur dépit auprès des journalistes présents<sup>8</sup>. Il y avait donc un certain potentiel de contestation, perceptible à travers ces voix d'opposition qui restaient néanmoins disparates. On peut alors s'interroger sur les contraintes qui pèsent contre l'émergence d'une dynamique collective de la contestation.

### *Une particularité japonaise ?*

Le silence de la population sans-abri serait-il une qualité – ou un défaut – propre non pas à cette catégorie, mais à l'ensemble de la population japonaise ? En ce sens, il y aurait, pour suivre les tenants de l'approche culturaliste, une particularité japonaise qui tiendrait à l'évitement des conflits au sein d'une société « consensuelle ». Et cette tendance pourrait être qualifiée de particulièrement « japonaise » en ce sens où elle ne caractérise pas seulement l'un des traits majeurs de la société actuelle mais permet de tracer une ligne continue qui en relie toutes les strates historiques. Ce traitement culturaliste de la société japonaise revient de manière assez fréquente et quelquefois violente au cœur du débat sur l'analyse de la société japonaise<sup>9</sup>. Il convient de se détourner de ses excès – expliquer de manière tautologique que les Japonais se comportent comme des Japonais parce qu'ils sont japonais (et l'ont toujours été) – et de se donner les moyens d'évaluer l'influence du contexte social sur la socialisation des acteurs et leurs possibilités d'action. L'intérêt de l'analyse socio-historique est de replacer l'acteur dans un contexte donné et de comprendre ses dispositions – ou bien son manque de dispositions – « dans des différences de trajectoires sociales, et, plus précisément, dans le passage (ou son absence) par ces instances spécifiques de socialisation militante que sont, en premier lieu, la famille, mais également les institutions d'enseignement ou encore le monde du travail »<sup>10</sup>. Entre l'analyse culturaliste qui prend la focale la plus large, celle de l'identité d'un peuple, et l'analyse plus individuelle proposée par les tenants de l'approche disposi-

5. Quartier d'une université de Tokyo.

6. Passage souterrain de la gare de Shinjuku où s'étaient installés les sans-abri.

7. Entretien avec Fujimori san, septembre 2003.

8. *Mainichi*, 18 février 1994.

9. Voir par exemple le récent débat autour du livre de J.-L. MARGOLIN, *L'armée de l'empereur. Violences et crimes du Japon en guerre 1937-1945*, Paris, A. Colin, 2007, notamment A. NANTA, « L'armée de l'empereur : un symptôme », *Cipango*, n° 15, 2008, p. 8-33.

10. *Ibid.*, p. 94.

tionnelle, nous proposons ici une analyse générationnelle étant donné que, dans le cas des sans-abri japonais, plus de 80 % d'entre eux sont issus de la génération du baby-boom<sup>11</sup>.

Une première condition commune aux sans-abri apparaît être leur faible accès à une éducation secondaire. Une enquête menée à Shinjuku en 1996 met en évidence que 90 % des sans-abri ont arrêté leur scolarité au lycée ou avant<sup>12</sup>, pourcentage confirmé pour l'ensemble de la ville de Tokyo dans une enquête réalisée en 1999<sup>13</sup>. Dans la mesure où, jusqu'au début des années 1970, les universités et les étudiants étaient au cœur de la contestation qui secouait la société japonaise, l'impossibilité d'accéder au monde étudiant peut être considérée comme une première limite, dans le parcours de socialisation, à l'acquisition d'une disposition à l'action. Cette difficulté à acquérir des savoirs critiques est redoublée par une modification profonde du rôle des syndicats dans le paysage économique-politique du Japon. Jusqu'au début des années 1960, ils se présentaient à la fois comme un puissant contre-pouvoir contre la logique entrepreneuriale et, au travers d'alliances et de défiances, comme un contre-pouvoir politique. Cependant, après plusieurs années de luttes de la part du patronat et probablement de l'État, cette fonction a disparu et des syndicats dits « coopérationnistes » ont vu le jour<sup>14</sup>. Dans cette nouvelle configuration idéologique, l'intérêt de l'ouvrier n'est alors plus considéré comme opposé à celui des managers mais corrélé à la bonne santé économique de l'entreprise. Ainsi, au fur et à mesure que la génération du baby-boom entre dans le monde du travail, la possibilité de s'imprégner d'une pensée et d'une pratique contestataires s'efface dans les entreprises dotées d'un syndicat.

Il faut ajouter, au-delà de ces rendez-vous manqués, l'influence sur les comportements de l'idéologie spécifique qui s'est développée à partir de la période d'après-guerre au Japon. Dans les entretiens réalisés personnellement mais également dans ceux menés par d'autres chercheurs<sup>15</sup>, deux termes reviennent souvent. Il s'agit de la « responsabilité individuelle (*jiko sekinin*) » et de « l'autonomie (*jiritsu*) ». L'impossibilité de désigner un responsable autre que sa propre personne pour expliquer sa situation et la honte que comporterait une demande auprès de l'administration favorisent l'autocensure. Le cas relevé par le sociologue Shingo Tsumaki est à cet égard exemplaire. Dans un contexte où, à partir de 2000, des systèmes d'aide sont accessibles, un sans-abri lui confie en effet : « Aussi longtemps que je peux subvenir à mes besoins de manière indépendante, je le ferai. C'est ma faute si je suis sans-abri.

11. Groupe de recherche sur la vie urbaine, *Enquête sur les sans-abri de Tokyo (rojōseikatsusha jittai chōsa)*, étude réalisée sous la direction du professeur Iwata Masami, 1999. Pour Shinjuku, une enquête réalisée en 1995 donne les chiffres suivants ; moyenne d'âge : 52,5 ans ; 87 % de la population entre 40 et 60 ans. Voir Shinjuku Renraku Kai, « Shinjuku Homeless 1995 », *Shinjuku nōjukurōdōsha no genkyō to undo no kiroku* (Shinjuku Sans-abri 1995, Information concernant la situation actuelle et le mouvement social des travailleurs sans-abri), 1995.

12. Toshi kōreishya seikatsu kenkyūkai, *Shinjuku hōmuresu no jittai*'96 (Situation des sans-abri à Shinjuku), mars 1997.

13. Groupe de recherche sur la vie urbaine, *Enquête sur les sans-abri de Tokyo (rojō seikatsusha jittai chōsa)*, *op. cit.*

14. P. JOBIN, *Maladies industrielles et luttes syndicales au Japon*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2006, notamment le chapitre 1. Voir également A. GORDON, *The Wages of Affluence, Labor and Management in Postwar Japan*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1998.

15. Notamment M. IWATA, *Hōmuresu, Gendaishakai, Fukushi kokka* (Sans-abri, société contemporaine et État-Providance), Tokyo, Akashi shōten, 2000.

Je ne peux pas demander de l'aide. Je n'ai pas été éduqué comme ça »<sup>16</sup>. De même revient à la lecture de mes notes de terrain une conversation avec deux sans-abri. Le premier doit faire toutes les deux semaines une dialyse à cause d'une maladie de rein ; le second, qui a bientôt soixante ans, s'était aventuré, l'hiver approchant, en direction du bureau d'aide sociale, pour se renseigner et peut-être quitter la rue (il le fera deux ans plus tard). Mais en chemin, me raconte-t-il, il a rencontré un grand-père de la rue, âgé de plus de 70 ans. Cette figure respectable lui a affirmé qu'il n'avait jamais demandé de l'aide auprès de qui que ce soit. Il en mourra probablement, mais ces mots racontés avec approbation par mes deux interlocuteurs soulignent toute la hiérarchie des valeurs qui les conditionnent à agir d'une certaine manière, trop souvent la même, au-delà de mes arguments et de mes craintes.

L'analyse des ressources dispositionnelles permet ainsi de souligner, au-delà de la rupture que représente le statut de sans-abri et de la stigmatisation dont ils font l'objet, tout ce que le silence des plus faibles doit à l'actualisation de jugements moraux et de critères sociaux intériorisés dès les instances de socialisation primaire et difficilement remis en cause par le passage dans des institutions critiques, inaccessibles ou déchues.

### *La faiblesse des ressources*

Le silence collectif peut ensuite être mis en relation avec la très grande faiblesse des ressources de cette population. La comparaison avec les travaux de Cécile Péchu, qui a étudié en France la mobilisation des mal-logés dans le mouvement Droit au logement (DAL), est à cet égard particulièrement intéressante. Elle souligne en effet qu'au sein des populations les plus défavorisées ce sont les couches relativement les plus dotées en ressources qui ont la plus forte tendance à se mobiliser<sup>17</sup>. Or la comparaison permet de souligner que les plus pauvres au Japon sont beaucoup moins dotés en ressources que leurs homologues français.

Cette situation a tout d'abord à voir avec la définition même du phénomène sans-abri au Japon qui est particulièrement stricte et ne recouvre qu'une partie de la définition française. Dans le cas japonais, il faut en effet retrancher tous les « mal-logés », c'est-à-dire les personnes qui vivent dans des logements vétustes ou chez des connaissances, et ne retenir que les personnes strictement à la rue. Cette définition, inchangée depuis le début des années 1990, a été retenue dans le cadre de la loi sans-abri en 2002. Sont ainsi considérées comme sans-abri les seules « personnes qui utilisent comme lieu de vie usuel des espaces non prévus à cet effet comme les parcs publics, les bords de rivières, les rues ou les gares »<sup>18</sup>.

Cette définition restrictive entraîne deux conséquences principales. La première est que la base de la population mobilisable est particulièrement faible. En France, on compte ainsi 90 000 « sans-domicile », c'est-à-dire des personnes qui utilisent des services sociaux spécifiques (distribution de repas, centres d'hébergement) là où au Japon on ne compte que 20 000 sans-abri sur le territoire national. Dans le cas de Tokyo, au plus fort de la crise à la fin des années 1990, le nombre n'a pas dépassé

16. S. TSUMAKI, « Preference for Homelessness Categorized as « Refusing a Decent Civic Life » : A Critical Perspective », *The Annals of Sociological Association*, n° 5, 2004, p. 21-28.

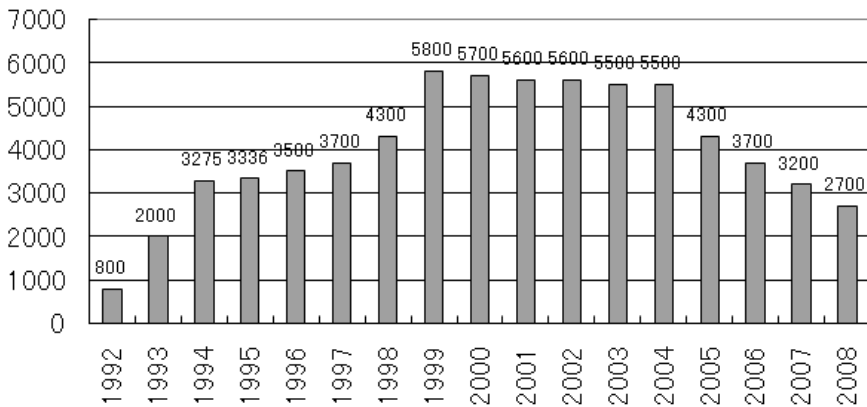
17. C. PÉCHU, *Droit au logement...*, *op. cit.*

18. Kōsei rōdōsho, *Hōmuresu no jittai nikansuru zenkoku chōsa hōkoku sho* (Résultat de l'enquête nationale sur les sans-abri), Tōkyō, Hōsei rōdōsho, mars 2003.

la barre des 6 000 personnes (voir graphique 1). Au-delà de cet effet quantitatif, l'absence de prise en compte de la partie relativement la mieux dotée en ressources pour la définition des sans-abri entraîne la disparition, comme public potentiel, de la frange que sont les mal-logés. Ainsi, la population qui a le plus tendance à se mobiliser disparaît et ne reste qu'une population, dont le nombre augmente tout au long des années 1990, qui subsiste à même l'espace public, accaparée par le maintien de soi dans des conditions dégradantes.

Graphique 1

Population sans-abri à Tokyo 1992 – 2008



Source : 1992-1994, Patrouille du Peuple (*Jinmin patorôru*), in Kasai Kazuaki, *Shinjuku hômuresu funsenki* (Mémoires de la lutte des sans-abri de Shinjuku), Tokyo, Gendaikikakushitsu, 1999, p. 14 ; 1994 – 2008, Ville de Tokyo.

En effet, au début des années 1990, la grande majorité des sans-abri sont de nouveaux arrivants et leur nouvelle condition se caractérise tout d'abord par la perte : perte de leur emploi, le plus souvent définitive du fait de leur âge avancé, qui entraîne le tarissement de leur revenu monétaire puis, à plus ou moins long terme, l'éviction de leur logement. La perte ne s'arrête pas au niveau zéro de l'existence financière et ce sont également souvent les dettes contractées auprès d'établissements de crédit plus ou moins légaux qui forcent à disparaître de l'existence légale et à « choisir » la rue. La survie commence donc lorsqu'il ne reste, au mieux, plus rien et les chances d'un retour sont d'autant plus rares que le fonctionnement d'administrations dont le but est d'aider les personnes en difficulté est inadapté à ce nouveau public. En effet, la perte d'une adresse légale rend impossible l'enregistrement dans les fichiers ANPE (*harôwaku* « Allo Work ») et l'accès au RMI (*Seikatsu hogo*)<sup>19</sup>. Les

19. Cette incompétence de l'administration, juridiquement mal fondée, est également liée directement ou indirectement à des phénomènes récurrents de discrimination, soit à l'embauche soit à l'accès à l'aide sociale. Voir Y. KITAGAWA, « Tanshindansei no hinkon to haijo » (Pauvreté et exclusion des hommes célibataires) ; in M. IWATA (dir.), *Nishizawa Akibiko, hinkon to shakai teki hai jo*, Tokyo, Minerva, Sobô, 2005, p. 223-227.

sans-abri doivent donc consacrer un temps particulièrement long pour accumuler de maigres ressources monétaires ou matérielles. L'une des activités principales qui se sont développées consiste alors à récolter des cannettes usagées dont l'aluminium est revendu à des métalleries. D'un très faible rendement<sup>20</sup>, ce type d'emploi informel nécessite à la fois de nombreuses heures de travail et la faiblesse des revenus obtenus rend nécessaire des cycles rapprochés de « moisson ».

Dans des conditions de vie caractérisées par la précarité et la rareté des ressources, la participation à l'action collective non rémunérée aurait pour conséquence immédiate de menacer la survie à la rue. Seuls les soutiens extérieurs pourront assumer une rétribution capable de compenser la perte que représente une activité protestataire et organiseront conjointement distribution de nourriture – souvent pour des centaines de personnes – et journée entière de manifestation.

### ***La ressource communautaire en question***

Ce qui pourrait faciliter l'action collective se situerait alors plutôt du côté des ressources communautaires. Cette ressource « solidaire » est importante car elle permet de signaler que même les groupes les plus démunis en ressources « sonnantes et trébuchantes » peuvent avoir du capital social, des relations communautaires fortes qui facilitent l'émergence d'une action collective<sup>21</sup>. Cette hypothèse retient d'autant plus l'attention qu'au début des années 1990, les sans-abri constituaient un groupe relativement homogène.

Il s'agissait en effet pour près de 70 % d'entre eux d'anciens travailleurs journaliers qui vivaient dans des ghettos nommés *Yosebas*. Ces espaces, formés à la fin des années 1970, renaient une population essentiellement masculine, employée dans l'industrie du bâtiment et des travaux publics et dont les conditions de vie et d'accès au travail étaient entièrement gérées par des gangs mafieux<sup>22</sup>. Il s'agissait donc d'une catégorie qui constituait au sein de la société japonaise un groupe bien à part, une *underclass* longtemps oubliée. Elle s'est rappelée à la mémoire du Japon au début des années 1990, alors que l'explosion de la bulle économique a mis fin aux années du bâtiment roi et que ces travailleurs, désormais âgés, se sont retrouvés écartés du marché de l'emploi peu qualifié et ont alors quitté les ghettos pour s'installer sur l'espace public. On s'aperçoit ainsi que dans le cas du Japon, la crise, d'abord sectorielle avant de devenir structurelle dans la seconde moitié des années 1990, a touché des personnes avec un profil très homogène qui ont en commun mémoire, vocabulaire et réseaux de connaissances. En l'absence de politiques de réinsertion, ils ont maintenu dans l'espace public une certaine forme de concentration spatiale en se sédentarisant. En effet, la particularité du phénomène sans-abri, tout au long des années 1990, est l'émergence de communautés sans-abri composées de plusieurs dizaines à plusieurs centaines de membres. Pour certains auteurs, comme Miki Hasegawa, ce phénomène est en soi une force de résistance. Elle souligne ainsi :

La forme la plus visible de résistance à la politique de dispersion et de dissuasion a été la création de camps de sans-abri. À la fin des années 1980 et

20. Le prix de rachat des cannettes est de 1 yen par cannette. Il faut environ une journée (8 heures) pour gagner 1 000 yens (7 euros).

21. Voir notamment D. McADAM, *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, Chicago, University of Chicago Press, 1999 (1<sup>ère</sup> éd. 1982) ; L. MATHIEU, *Mobilisations de prostituées*, op. cit.

22. Cf. T. GILL, *Men of Uncertainty*, Albany, State University of New York Press, 2001 et E. FOWLER, *Sanya Blues: Laboring Life in Contemporary Tokyo*, Ithaca, Cornell University Press, 1996.

1990, les sans-abri ont créé dans l'arrondissement de Shinjuku des camps de différentes tailles dans différents endroits. Parmi eux, le plus ostensible était celui qui était situé aux abords de Shinjuku ouest, près de la gare de JR (la principale compagnie japonaise de chemins de fer)<sup>23</sup>.

Cette hypothèse peut faire l'objet de deux types de critiques. Tout d'abord, la politique d'éviction localisée dans le seul arrondissement de Shinjuku pourrait difficilement expliquer le phénomène généralisé de sédentarisation des sans-abri qui touche non seulement plusieurs arrondissements de Tokyo, mais encore l'ensemble des grandes métropoles japonaises – Yokohama, Nagoya ou Osaka. L'hypothèse de la nature politique de la sédentarisation trouve alors son champ d'application particulièrement limité. Mais apparaît ici un problème méthodologique majeur. L'auteur en effet ne fonde son assertion sur aucun entretien de sans-abri. Autrement dit, aucune preuve ne vient étayer la démonstration de l'auteur, sinon l'analogie avec d'autres résistances de sans-abri sur le continent américain<sup>24</sup>.

Notre analyse de la sédentarisation des sans-abri de Shinjuku s'oriente vers des conclusions moins optimistes. Tout d'abord, les résultats de l'enquête réalisée par le groupe de recherche sur la vie urbaine confirment, contre un certain *a priori*, la faible variation de la sociabilité primaire entre sans-abri nomades et sans-abri sédentaires. Dans les deux groupes, environ 4 % de la population identifie « un sentiment de solitude », 22 % « un manque d'information », et 15 % font l'objet de vols ou d'agressions physiques. De même, dans les deux groupes autour de 80 % des sans-abri sont célibataires et autour de 15 % vivent avec une connaissance. Si certains groupes de sans-abri ont pu, de manière assez exceptionnelle, développer une identité de groupe<sup>25</sup>, à Shinjuku les relations sociales comme l'environnement de vie étaient particulièrement dégradés. Les soutiens extérieurs venus au début de l'année 1994 soulignent ainsi les conflits réguliers entre différents sans-abri, et l'état sanitaire désastreux du principal regroupement de sans-abri dans le souterrain qui relie la Mairie de Tokyo à la sortie Ouest de la gare<sup>26</sup>. Il nous apparaît plus juste de considérer le phénomène de sédentarisation comme l'une des formes qu'a prises la privatisation progressive et diverse de l'espace public par les sans-abri alors que leur nombre dans la première moitié des années 1990 a plus que quintuplé<sup>27</sup>. Il devenait alors nécessaire, contre les autres sans-abri, de s'approprier des portions de territoire pour assurer sa propre survie, à la fois pour se reposer (phénomène de sédentarisation) et pour collecter des ressources (phénomène dit d'« îlotage (*shima*) »). Il est ainsi plus probable que la sédentarisation des sans-abri ait pour cause non la dégradation externe de l'environnement politique, mais bien celle, interne, de l'univers de la rue.

23. M. HASEGAWA, « *We are not Garbage* ». *The Homeless Movement in Tokyo, 1994-2002*, Londres, Routledge, 2006, p. 100.

24. « Bien sûr, les sans-abri n'ont pas accepté passivement la stratégie de dispersion et de refoulement du comité pour la purification de l'environnement aux environs de la gare de Shinjuku. Exactement comme leurs homologues américains, ils ont résisté en évitant les autorités, en refusant leur image de déviants et en formant des groupes sédentarisés (*settling in groups*) », *ibidem*.

25. Cf. A. MARGOLIS, *Samurai beneath blue tarps: doing homelessness, rejecting marginality and preserving nation in Ueno Park*, thèse de doctorat d'anthropologie, University of Pittsburgh, 2002.

26. Entretiens avec M. Honda, militant Sôjidan, et avec Mme Nakamura, militante Inoken, mai 2004.

27. K. HAGIWARA, *Hômuresu « mondai » (Le « problème » sans-abri)*, mémoire de master de sociologie, Université Hitotsubashi, 2001.



Alors que la ressource communautaire est souvent utilisée pour rappeler que même les populations les plus déshéritées en capital économique peuvent assurer une mobilisation autonome en s'appuyant sur les liens sociaux préexistants, dans le cas des sans-abri japonais, et contre un certain *a priori*, cette ressource paraît particulièrement faible. Néanmoins le fait que les sans-abri soient sédentarisés dans l'espace public les rend beaucoup plus faciles d'accès que d'autres populations fragiles, par exemple les mal-logés. Cette disposition spatiale va faciliter la prise de contact entre cette population et de nouveaux soutiens qui commencent à se convertir à la cause des sans-abri. Nous nous intéressons aux premiers d'entre eux, des membres de l'Inoken et de la Sôgidan qui ont créé le premier groupe de soutien aux sans-abri en 1994, la Shinjuku Renraku Kai.

### La conversion à une nouvelle cause

Après la première éviction générale des sans-abri en février 1994, deux organisations, l'Inoken et la Sôgidan, vont chercher à mobiliser les sans-abri à Shinjuku. Leurs membres respectifs avaient certes une longue expérience militante mais, jusqu'alors engagés dans d'autres causes, ils n'avaient aucune expérience de cette nouvelle population. Cette configuration particulière permet de s'interroger sur les conditions de la conversion, à la fois individuelle et collective, des soutiens extérieurs. Il faut ici avancer dans un cadre théorique encore faiblement construit<sup>28</sup> avec comme principal indice pour en dessiner les contours le faible intérêt des tenants de la mobilisation des ressources à incorporer cette catégorie dans un modèle de l'acteur rationnel<sup>29</sup>. Cet avertissement apparaît d'autant plus pertinent que le mouvement de Shinjuku est un mouvement émergent, caractéristique qui rend particulièrement difficile sinon anachronique l'application d'un modèle étendu de la rémunération de l'engagement<sup>30</sup>. En effet, les acteurs ne peuvent pas encore savoir ce qu'ils peuvent tirer comme avantage de leur soutien aux sans-abri, et si ce soutien va effectivement pouvoir s'inscrire dans la durée.

### Des organisations en manque de cause

La première raison qui peut être évoquée pour comprendre la conversion de « soutiens extérieurs » à une nouvelle cause est leur brusque mise en disponibilité au début des années 1990. En effet, l'effet déflagrateur de la crise économique qui affecte alors le Japon se propage rapidement dans les zones les plus marginales de la société et la Sôgidan comme l'Inoken ne peuvent que constater la disparition physique des populations auxquelles elles venaient jusqu'alors en aide.

28. Quelques travaux sont accessibles sur cette question précise : C. HMED, « Aux marges de l'altermondialisme : la représentation des classes populaires issues de l'immigration au deuxième forum social européen », in S. CADIOU, S. DÉCHEZZELLES et A. ROGER (dir.), *Passer à l'action : les mobilisations émergentes*, Paris, L'Harmattan, 2007 ; É. AGRIKOLANSKY, « Du tiers-mondisme à l'altermondialisme : genèse(s) d'une nouvelle cause », in É. AGRIKOLANSKY, O. FILLIEULE et N. MAYER (dir.), *L'altermondialisme en France, La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005, p. 43-73. Les travaux connexes sur l'engagement sont également à prendre en compte.

29. Voir J. D. MCCARTHY, M. N. ZALD (eds.), « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, 82 (6), 1977, p. 1212-1241 ; J. D. MCCARTHY, M. N. ZALD, *The Trend of Social Movements in America: Professionalization and Resource Mobilization*, Morristown, N.J., General Learning Corporation, 1973.

30. Sur ce diagnostic voir également J. SIMÉANT, « Entrer, rester en humanitaire : des fondateurs de MSF aux membres actuels des ONG médicales françaises », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, février-avril 2001, p. 50.

Ainsi, la Sôgidan, depuis les années 1980, soutenait les travailleurs journaliers du ghetto de Sanya (Nord-Est de Tokyo), employés dans le bâtiment à travers un système de recrutement régulé par les yakusa. À l'opposé du modèle d'emploi feutré qui s'étend dans l'ensemble de la société japonaise<sup>31</sup>, s'impose dans cette zone de relégation sociale des rapports de domination violents, en dehors de tout cadre juridique. La Sôgidan lutte pendant près de quinze ans, et avec un certain succès, contre les salaires impayés, les accidents de travail non reconnus ou les situations de quasi-esclavage, connues sous le terme de *takobeya* (*les dortoirs à poulpes*). Cependant la fin de la bulle spéculative foncière de la seconde moitié des années 1980 entraîne un rapide retrait des investissements dans ce secteur et la main-d'œuvre d'appoint que constituaient les travailleurs journaliers se retrouve massivement sans emploi, phénomène exacerbé par le vieillissement inéluctable de cette population célibataire. Le tarissement des flux économiques entraîne l'appauvrissement rapide de cette population. Incapables de payer les chambres de dortoir ou d'hôtel, les anciens travailleurs journaliers quittent le ghetto et s'installent à même la rue dans les espaces publics de Tokyo. Pour la Sôgidan commence une période de flottement, alors que les situations d'exploitation se tarissent et que de nombreuses demandes d'aide sociale ou d'aide au logement lui sont désormais présentées. Certains membres souhaitent continuer la lutte contre l'exploitation des travailleurs journaliers mais la majorité s'oriente vers un soutien aux ex-travailleurs journaliers devenus sans-abri, en facilitant leurs démarches auprès des services sociaux du ghetto.

Le même réaligement est perceptible pour l'Inoken, une organisation beaucoup plus « jeune » tant du point de vue de ses membres, qui sont pour la plupart étudiants, que du point de vue de son histoire : elle a été créée au début des années 1990 pour venir en aide aux travailleurs étrangers sans papiers, en particulier aux ressortissants iraniens qui se retrouvent dans le parc de Harajuku (Sud-Ouest de Tokyo). Leur présence au Japon est la conséquence d'une modification de la politique étrangère japonaise après le second choc pétrolier. Afin de sécuriser ses approvisionnements, le Japon a simplifié sa procédure d'attribution des visas pour certains pays producteurs de pétrole du Golfe. La guerre Iran-Irak (1980-1990) puis la première guerre du Golfe (1990-1991) ont modifié les flux migratoires dans la région et un nombre de plus en plus important d'Iraniens ont vu dans le Japon une terre d'opportunité. Comme pour les travailleurs journaliers, il s'agissait d'une main-d'œuvre d'appoint et obtenir le renouvellement de leur contrat de travail est devenu de plus en plus difficile au début des années 1990. Consécutivement, nombre d'entre eux se sont retrouvés sans-papiers et ont été forcés de travailler de manière illégale, quelquefois dans des secteurs d'activité hors la loi. Dans un premier temps, les membres de l'Inoken ont travaillé à la légalisation de leur situation. Ils ont cherché à obtenir leur réintégration dans leur emploi précédent – les ruptures de contrat ne respectent pas toujours la loi –, la légalisation de leur emploi actuel ou les ont aidés dans leur recherche d'un nouvel emploi. Cependant l'activité militante est devenue plus défensive à partir de 1993 lorsque les services de l'immigration ont décidé d'intervenir et d'organiser le retour forcé aux pays de ces migrants. L'Inoken a essayé de remettre en cause cette politique en mobilisant, sans véritable résultat,

31. Cf. B. THOMANN (dir.), Les femmes et les métamorphoses de l'emploi au Japon, *Le Mouvement Social*, janvier-mars 2005.

l'opinion publique. Son opposition aux patrouilles volantes n'a ainsi pu que retarder l'évacuation inéluctable et définitive du parc de Harajuku.

Une première condition à l'ouverture des soutiens extérieurs à une nouvelle cause repose donc sur les turbulences économiques qui modifient jusque dans ses marges la structure sociale du Japon. La volonté des membres est impuissante face à la désertification des espaces dans lesquels ils intervenaient jusqu'alors. Leur engagement vers de nouvelles populations que sont les sans-abri se présente cependant moins, à leurs yeux, comme une rupture que comme une évolution logique qu'ils justifient parfaitement.

### *Les logiques de la conversion*

En effet, les militants ont peu de mal à justifier leur nouvel engagement, mais le phénomène le plus intéressant est probablement que les arguments avancés sont différents en fonction des acteurs et reprennent la division entre les organisations. En s'intéressant en particulier aux « motifs » du nouvel engagement, définis comme « une verbalisation permettant, en situation, de produire des justifications du comportement »<sup>32</sup>, il est possible de souligner combien le choix de soutenir les sans-abri après leur éviction à Shinjuku en 1994 est lié à la capacité des soutiens extérieurs à légitimer, grâce à des arguments tirés de leur expérience militante distincte, leur présence auprès de cette population.

Les membres de la Sôgidan inscrivent ainsi leur nouvelle action dans le prolongement de la précédente en insistant sur la présence de nombreux anciens travailleurs journaliers parmi la population sans-abri. Cette ligne de continuité est soulignée par le vocabulaire utilisé par les militants. Ainsi, dans les tracts, il ne s'agit pas de travailleurs journaliers (*hiyatoi rôdôsha*) devenus sans-abri (*hômuresu*), mais de travailleurs (*rôdôsha*) jusqu'alors journaliers (*hiyatoi*), et désormais à la rue (*nojuku*)<sup>33</sup>. Le même cadrage apparaît dans les entretiens :

Personnellement, la raison pour laquelle je suis venu à Shinjuku s'inscrivait dans le prolongement logique de l'action mise en place pour les travailleurs journaliers. Par exemple, la manière de percevoir la réalité est la même qu'il s'agisse des personnes à la rue ici [à Shinjuku] ou à Sanya. Ils utilisent le même vocabulaire également »<sup>34</sup>.

Pour les membres de la Sôgidan, il s'agit donc de suivre des personnes qui étaient avant des travailleurs journaliers. Or, si à l'époque où ils étaient employés le lieu principal de lutte était le ghetto, puisque des intermédiaires affiliés aux yakusas y entraient pour recruter, désormais, dans leur nouvelle position de « travailleurs à la rue », le principal adversaire est la Mairie de Tokyo et sa politique répressive :

Avec l'évacuation on s'est aperçu que Shinjuku était un endroit dangereux pour les travailleurs journaliers à la rue, où le pouvoir s'exerçait sans résistance sur des opprimés. C'est la raison pour laquelle, avec les membres du syndicat des journaliers de Sanya, nous nous sommes déplacés vers Shinjuku<sup>35</sup>.

32. O. FILLIEULE, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel, *post scriptum* », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, février-avril 2001, p. 204.

33. Analyse des tracts publiés dans Shinjuku Renraku Kai, *Shinjuku danbôru mura tatakaino kiroku* (Le village de carton de Shinjuku : mémoire de lutte), Tokyo, Gendai kikaku shitsu, 1997.

34. Interview avec M. Kasai, septembre 2002.

35. *Ibid.*

Pour l'Inoken, les entretiens permettent de relever que c'est avant tout la répétition de la technique administrative d'éviction – d'abord employée contre les travailleurs étrangers, et désormais contre les sans-abri – qui fait écho dans le vécu des militants et favorise leur déplacement à Shinjuku :

L'expulsion des travailleurs iraniens en 1993 puis l'expulsion des sans-abri en 1994. Dans tous les cas les personnes étaient traitées comme des choses. Quand on en a besoin on les exploite, quand c'est la crise on les jette. De plus, dans les deux cas la technique était la même : les autorités interviennent massivement, et pour éviter tout retour dans l'espace public, des barrières sont dressées. C'est pourquoi, avec d'autres membres de l'Inoken, nous sommes allés à Shinjuku<sup>36</sup>.

Les Iraniens se regroupaient dans le parc de Harajuku et naturellement, la police a commencé à intervenir et à les expulser. Et puis nous avons vu l'intervention de la police contre les sans-abri de Shinjuku et, avec d'autres personnes qui voulaient retourner dans la rue pour agir, nous nous sommes dirigés vers Shinjuku. Donc je pense que la raison pour laquelle nous sommes allés à Shinjuku est que la même situation se répétait<sup>37</sup>.

La conversion des soutiens extérieurs est en effet facilitée par les occurrences qu'ils peuvent établir entre leurs engagements passés et leur engagement présent. Cette réflexion en termes de variations militantes, ou ce que Choukri Hmed a pu définir sous le terme de « traduction »<sup>38</sup>, permet d'établir un jugement plus nuancé sur ce que constitue un « nouveau » mouvement social, en prenant en compte les engagements antérieurs des acteurs et ainsi d'insister sur les lignes de continuité biographiques.

### *Inscrire l'action militante dans la durée*

Enfin, il faut souligner que la reconversion durable des soutiens extérieurs aurait été impossible si une forme d'organisation stable n'avait pas été constituée. Cette condition organisationnelle ne doit cependant pas être envisagée dans sa seule dimension quantitative qui assimilerait viabilité organisationnelle et accumulation des ressources<sup>39</sup>. Le cas des sans-abri de Shinjuku permet en effet d'ouvrir la réflexion sur les modes d'organisation alors qu'après plusieurs mois de mobilisation, les soutiens extérieurs doivent abandonner un modèle initial instable et produire une nouvelle économie du militantisme au sein de la toute première organisation unitaire de soutien aux sans-abri, la Shinjuku Renraku Kai.

Dans un premier temps, les deux organisations mobilisent de manière indépendante bien qu'elles utilisent les mêmes techniques de recrutement. Il s'agit de laisser des sans-abri volontaires devenir les leaders et de les soutenir en leur offrant des ressources et un soutien en savoir-faire. Elles laissent une grande autonomie dans la gestion des ressources et dans l'accumulation de pouvoir auprès des sans-abri qui se

36. Entretien avec M. Inaba, militant d'Inoken, novembre 2003.

37. *Ibidem*.

38. C. HMED, « Aux marges de l'altermondialisme ... », *art. cit.* En référence à la sociologie de la traduction élaborée par M. Callon et B. Latour.

39. Voir notamment D. CRESS et D. SNOW, « Mobilization at the margins: resources, benefactors, and the viability of homeless social movement organizations », *American Sociological Review*, vol. 61, n° 6, décembre 1996, p. 1089-1109.

mobilisent. Or ce choix organisationnel est particulièrement instable. En effet de nombreux problèmes voient le jour. Les militants constatent ainsi le détournement de ressources et l'abus de pouvoir alors qu'ils ne peuvent contrôler en permanence les sans-abri. En mai 1994, ce phénomène prend une ampleur destructrice pour le mouvement : dans un même groupe de sans-abri, l'un des membres est assassiné par plusieurs autres. Il apparaît que les tensions sont apparues dans le groupe alors que le leader, qui accumulait des ressources par son investissement dans les réseaux de l'économie informelle, a été remis en cause dans ses prérogatives par l'un des membres du groupe, outsider qui accumulait des ressources et du pouvoir par son investissement dans l'action militante. Son lynchage a été un moyen radical de remettre de l'ordre mais aurait pu porter un coup définitif à la progression de l'organisation des sans-abri. En effet, la presse souligne le danger que représentent les sans-abri dans les souterrains ainsi que l'existence de bandes mafieuses<sup>40</sup>, tandis que les propos de la police locale qui souligne l'influence négative de groupes d'extrême gauche dans le souterrain posent directement la question de la responsabilité des soutiens extérieurs dans cette rixe<sup>41</sup>. On touche ici aux limites de la mobilisation par des incitations sélectives rationnelles avec un retour sur investissement qui est négatif pour la survie de l'organisation ou l'apparition de ce que David Knoke a nommé le phénomène du « passager clandestin inversé »<sup>42</sup>.

Après plus de quatre mois de mobilisation, les soutiens extérieurs sont remis en cause dans leur capacité à organiser les sans-abri et le mouvement est particulièrement fragile. Les organisations soulignent leur part de responsabilité : « Nous leur parlions d'unité, de collectif, et puis ce qu'ils voyaient, c'était qu'il y avait deux organisations, qui ne travaillaient pas ensemble. Donc, en ce sens, nous avions une responsabilité, et, plus encore, nous participions de la division des sans-abri »<sup>43</sup>. Une nouvelle forme organisationnelle voit alors le jour avec la création de la Shinjuku Renraku Kai. Tout d'abord, sur proposition des soutiens extérieurs, les sans-abri s'organisent dans une organisation unitaire, la Nakama no kai, dont la plupart des membres fondateurs appartenaient au groupe dans lequel le lynchage avait eu lieu. Quelque mois plus tard, ce groupe est intégré dans la Shinjuku Renraku Kai, mouvement dans lequel sont regroupés les militants de la Sôgidan et ceux de l'Inoken. Mais il ne s'agit pas seulement de simplifier le premier modèle d'organisation en évitant de redondantes divisions. L'économie même de l'organisation est réévaluée. En effet, deux membres de la Sôgidan prennent l'initiative de vivre en permanence avec les sans-abri, s'occupent de la gestion des ressources et concentrent le pouvoir de leaders, le but étant clairement de résoudre le coût du « passager clandestin inversé » et de limiter l'impact de l'engagement militant sur la remise en cause des

40. *Mainichi Shinbun*, 14 juin 1994.

41. Shinjuku Renraku Kai, *Shinjuku danbôru ...*, *op. cit.*, p. 36.

42. D. KNOKE, « Incentives in Collective Action Organizations », *American Sociological Review*, vol. 53, n° 3, 1988, p. 311-329. Dans le modèle de l'acteur rationnel, "le passager clandestin" est celui qui profite de sa non-mobilisation. Il peut être combattu en modifiant l'anticipation du coût de l'action collective par des incitations sélectives, c'est-à-dire une rémunération individualisée de l'engagement. David Knoke travaille cette logique et met en évidence que, pour une organisation donnée, le coût des membres mobilisés par des incitations sélectives matérielles (différents avantages reçus en étant membre) est plus important que celui des membres mobilisés par des incitations sélectives idéologiques (ceux qui croient en la cause) en soulignant la plus intense participation de ces derniers. Il utilise alors le terme de "passager clandestin inversé".

43. Entretien avec M. Inaba, militant Inoken, mars 2003.

équilibres informels du monde de la rue. La nécessité de prendre en compte les conditions organisationnelles qui déterminent la viabilité d'un nouvel engagement est particulièrement bien illustrée par le cas de Shinjuku où deux modèles se sont ainsi succédé.

L'action collective des sans-abri a été décisive pour améliorer la situation des personnes à la rue et obtenir des pouvoirs publics des solutions de type inclusif et non exclusif. La première politique de réinsertion des sans-abri voit le jour à Tokyo en 2000, d'abord dans le quartier de Shinjuku et en coopération avec la Shinjuku Renraku Kai. En 2002, après un travail de lobbying de la plupart des associations de soutien aux sans-abri, la « loi sans-abri » est votée et assure le soutien financier de l'État central à la mise en œuvre de programmes locaux. Le nombre des sans-abri est depuis en baisse constante (graphique 1). Néanmoins, alors que les situations de grande précarité se multiplient au Japon et concernent indifféremment non plus les seules personnes âgées à la rue mais également les femmes, les jeunes ou les étrangers, il est difficile de prévoir la capacité de ces organisations à étendre leur travail de soutien. En particulier, a été relevée une hausse du nombre de travailleurs pauvres, dont les revenus issus de l'emploi très précaire ne permettent la survie que dans des zones interstitielles entre rue et domiciliation. Il est cependant très difficile pour des organisations comme la SRK de prendre contact et de mobiliser cette nouvelle population « cachée » dans des cybercafés ou des restaurants ouverts vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Au regard des résultats obtenus en faveur des sans-abri, la capacité des organisations de soutien à venir en aide à une population marginale, devenue plus nombreuse et plus complexe, et à la mobiliser constitue un enjeu politique de la plus haute importance. Au regard de l'innovation qu'elle suppose dans le répertoire d'action, elle pose également une question scientifique majeure.